



« 2.0 » la note d'information **TraidUnion** à destination des salariés d'Axway France.

## La prime Macron nous est passée sous le nez

### La formation des syndicalistes, c'est encore la dîme des salariés

Comme vous le savez, peut-être, le Comité d'Entreprise se réunit une fois par mois. Ces réunions donnent régulièrement lieu à des passes d'armes, des insinuations et autres bouffonneries<sup>1</sup> dont certaines valent l'anecdote. Ainsi, lors de la réunion du 29 mars, le représentant syndical de la CFDT a reproché au secrétaire du CE (**TraidUnion**) l'organisation, par le Comité d'Entreprise, d'une formation pour l'ensemble des élus (CE, CHSCT, DP) sur les modalités de passage au CSE (Comité Social et Économique).

#### Le CSE c'est quoi ?

C'est le nom de la nouvelle instance qui fusionnera l'ensemble des instances représentant les salariés au plus tard au 31 décembre 2019. En bref, la façon dont les salariés sont représentés face à la direction change complètement. Au moment où nous devons négocier les conditions de ce passage, l'acquisition d'une certaine compétence sur le sujet nous semble plus que nécessaire. Nous reviendrons sur le sujet CSE puisque vous serez appelés à en élire les membres l'automne prochain.

Vous avez bien compris qu'à l'approche de la campagne, notre recueil d'anecdotes va rapidement s'enrichir. Restez branchés sur le canal **TraidUnion**, vous ne serez pas déçus !

#### Mais revenons à notre histoire

Il faut bien comprendre que cette formation, que la Direction avait refusé de financer, est payée sur le budget de fonctionnement du CE et n'impacte nullement le budget des œuvres sociales. De plus, nous avons ouvert cette formation à l'ensemble des élus sans aucune restriction.

En bref, le principe de cette formation nous paraissait clair et sain. Sauf que pour l'élu CFDT en question, habituellement si prompt à demander des formations, ce sont les syndicats qui doivent former leurs représentants.

Interrogeons-nous un instant sur les motivations de cette interpellation :

1. Manipuler la vérité, construire de la fake news en semant le doute dans l'esprit des salariés d'Axway en cette année électorale en sous-entendant qu'un budget de fonctionnement impacte le budget des activités.
2. Faire croire que tous les syndicats sont traités de la même façon en oubliant de dire que certains prélèvent leur dîme sur l'ensemble des salariés sans leur demander leur avis.

#### Mais c'est quoi cette histoire de dîme ?

L'employeur est tenu de verser 0,016% de la masse salariale au Fonds pour le Financement du Dialogue Social, créé par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014. En 2017, cette taxe a rapporté 91,9 Millions d'Euros (ça c'est sur vos salaires) à laquelle l'État a rajouté 32,6 millions d'Euros (et ça c'est sur vos impôts). Comme vous l'avez, déjà compris, ces fonds servent à financer des organisations syndicales et patronales dites représentatives et qui confisquent le dialogue social depuis 1945. Vous avez tous remarqué leur niveau d'indigence et d'utilité pour prévenir la crise dite des Gilets Jaunes, négocier l'indemnisation chômage ou l'âge de départ à la retraite.

#### Et c'est qui les principaux bénéficiaires de ces fonds ?

C'est la CGT qui en a récupéré la plus grande partie, 18,84 millions d'euros. Elle est suivie par la CFDT avec 18,56 millions d'euros, puis Force ouvrière avec 14,91 millions d'euros.

Du côté patronal, le Medef a récupéré 12,2 millions d'euros, la CPME, 6,25 millions et U2P, 2,28 millions. Vous constatez, comme nous, chers collègues, que personne ne vous a demandé votre avis avant de vous

<sup>1</sup> Vous lirez le compte rendu du CE du 29 mars où la CGT nous gratifie d'un Jupiter, Zeus et autres bondieuseries !  
2.0 la note d'information de **Traid-Union** Axway, mensuelle Avril 2019 1 / 2

faire financer la CGT, la CFDT, FO, le Medef et autres .... Certains n'hésiteraient pas à parler d'un déni de démocratie et d'une confiscation du bien public.

À propos de démocratie, pensez-y dès maintenant, faites valoir votre voix à l'automne prochain. Contactez-nous si vous souhaitez nous aider à faire tomber les masques et recentrer le débat social chez Axway sur les intérêts des salariés plutôt que ceux des rentiers du système.

## La prime Macron ne sera pas pour les salariés d'Axway

---

Votre fiche de paie du mois de mars, ne comportait pas de ligne : Prime Macron. Alors que la majorité des entreprises du groupe Sopra Steria a bien accepté d'en donner une, la direction d'Axway en a refusé le principe.

Dans la série des anecdotes, nous vous avons déjà raconté que lors d'une réunion dont le sujet était le devenir l'UES, dans les locaux de la direction générale du groupe, avenue Kléber, le Délégué CGT de Sopra Steria a crié haut et fort, le poing levé que la CGT refusait par avance toute prime Macron. Devant une cinquantaine de témoins, le délégué CGT d'Axway, du haut de sa représentativité, s'est empressé de démontrer son allégeance à sa Centrale en confirmant, haut et fort, que la CGT Axway s'associait à ce refus. Votre délégué **TraidUnion**, quant à lui, est intervenu pour rappeler que l'immense majorité des salariés étaient pour et que le syndicat majoritaire, **TraidUnion** en l'occurrence, ne s'associait pas à ce refus.

### Mais ça nous vous l'avions déjà raconté ...

Oui, mais il fallait rappeler le contexte. L'histoire rebondit lors de la réunion du CE le 29 mars dernier. Connaissant l'historique, mettez-vous à notre place quand les élus de l'Inter-Syndicale, ont commencé à expliquer que « Non, les élus **TraidUnion** et les 50 autres témoins, n'ont pas du tout compris ce que le Délégué Syndical CGT voulait dire, en fait il était pour ». On comprend mieux pourquoi il est difficile de trouver des accords, quand ils disent NON, des fois ça veut dire OUI (un peu comme l'histoire des 200 actions<sup>2</sup>).

Le plus drôle, c'est que chez Sopra Steria, certains syndicats sont venus finalement signer, sans gloire, l'accord sur la prime Macron, pour éviter le ridicule d'apparaître comme celui qui refuse l'amélioration même minime du traitement des salariés les moins bien payés.

### Un rendez-vous manqué par la direction

Sur le fond, **TraidUnion** ne comprend toujours pas pourquoi la direction n'a pas daigné faire un effort pour les plus bas salaires. En reprenant le barème appliqué par Sopra, à savoir 500€ pour les salaires annuels inférieurs à 30 000€ et 250€ pour ceux compris entre 30 000 et 40 000€ et en estimant à 15% des 500 salariés d'Axway qui auraient pu être concernés, le coût pour Axway aurait été compris entre 20 000 et 22 000€. Aux vues du budget global, c'était une somme symbolique pour un acte symbolique.

### La Centrale Syndicale a toujours raison

Au final, près de 75 personnes auraient pu recevoir environ 300 euros en moyenne, si **TraidUnion** ne s'était pas retrouvé bien seul face à la direction.

Ils auront beaux essayer de la raconter à l'envers, d'expliquer que ce n'est pas comme ça qu'il faut lire l'histoire, blablabla ... les faits sont têtus, c'est bien l'idéologie de certains syndicalistes et l'allégeance aux Centrales qui les poussent à des attitudes puériles et dommageables pour les salariés.

## Vos élus **TraidUnion** sont à votre écoute

---

Représentants au Comité d'Entreprise : Sophie Beyssac, Pascal Bibas, Kamal Dadi, Martine Doucet, Christiana Gobet, Jean - Michel Monnier, Olivier Rasquin, Secrétaire du CE: Alain Tordjman , représentant syndical au CE : Jean Marie Mahieu  
Délégué(e)s du Personnel : Frédéric Bayart, Jean-Claude Bellando, Kamal Dadi, Sylvie Decorps, Caroline Ferrari, Heike Fuerst , Pascal Lampriere, Jean- Marie Mahieu  
Représentants au CHSCT : Jean-Claude Bellando, Pascal Bibas, Claude Lipuma, Jean-Marie Mahieu  
Délégué syndical : Kamal Dadi

---

<sup>2</sup> Il est fort à parier que d'ici les élections ils vous expliqueront qu'ils en avaient déjà eu l'idée en juin 1972 et qu'ils en sont à l'origine même s'ils n'ont eu de cesse de dénigrer cette revendication de **TraidUnion**